

Document

G20 : M. Sarkozy doit composer avec les réticences américaines. (25.09)

Le Monde – 24.09.

C'est un compliment qui sonne comme un aveu d'impuissance : *"Le président Obama est en avance par rapport à son pays"*, a déclaré, mercredi 23 septembre, Nicolas Sarkozy, à la veille de l'ouverture du sommet du G20 de Pittsburgh, lors d'un entretien accordé, à New York, à TF1 et France2. En faisant ce constat, le président de la République concède qu'il est inutile d'en demander trop à son homologue américain en matière de régulation financière, principal sujet du sommet, qui réunit les principaux chefs d'Etat de la planète.

Adieu plafonnement des bonus des traders. Il faudra accepter des résultats modestes en matière de régulation financière. M.Sarkozy a abandonné le ton martial qu'il avait employé à la veille du précédent G20 de Londres, en avril, lorsqu'il s'agissait d'obtenir une liste noire des paradis fiscaux. Il n'est pas possible de menacer de quitter la table des négociations. *"Les choses ont changé depuis Londres"*, a estimé M. Sarkozy.

A la pointe des combats emblématiques, les Français veulent toutefois obtenir un encadrement maximal des rémunérations dans les banques et un mécanisme pour pénaliser les paradis fiscaux qui refuseraient de coopérer. *"Je me battrais pour qu'il y ait des sanctions"*, a promis M. Sarkozy.

"Il n'y aura pas de grand lapin dans le chapeau", prédit toutefois l'économiste Jean Pisani-Ferry, directeur du centre d'analyse Bruegel, qui estime que *"la fenêtre politique se ferme"* et que *"c'est la dernière fois que les dirigeants du G20 consacrent un sommet à la régulation financière"*.

DOSSIERS SANS CESSE PLUS TECHNIQUES

En cette rentrée, M. Sarkozy ne parvient pas à réitérer sa performance de l'automne 2008, lorsque la gestion de la crise internationale lui avait permis de passer au-dessus de ses problèmes nationaux. Là, tout patine, qu'il s'agisse des grandes réunions internationales (ONU, G20, Climat, paix au Proche-Orient) ou de la gestion au jour le jour en France.

Au G20, les dossiers deviennent sans cesse plus techniques. On va parler fonds propres des banques, comptabilité, surveillance des marchés. Pas de quoi mobiliser les foules, même si les enjeux sont importants. Une sourde concurrence oppose les banques des deux côtés de l'Atlantique. Les Européens veulent que les établissements de crédit soient soumis à des exigences de capitalisations moins fortes que les banques d'affaires. *"Nous devons veiller à ne pas renchérir le coût des crédits octroyés par les banques. Les Américains s'en fichent, car leur économie n'est pas financée directement par les marchés"*, estime un négociateur français.

A Pittsburgh, on parlera aussi macroéconomie. Sur ce point, le sujet est provisoirement déblayé pour M. Sarkozy : le Fonds monétaire international (FMI) et le premier ministre britannique, Gordon Brown, plaident pour un maintien des plans de relance, tandis que la chancelière allemande Angela Merkel songera avant tout à ses élections générales, dimanche.

Mais c'est en France que la polémique monte, alors que les déficits et le chômage s'envolent. *"La crise sera derrière nous lorsque le chômage recommencera à baisser"*, a expliqué M. Sarkozy, estimant que *"le plan de relance, on ne doit pas l'abandonner"*. La résorption de la dette viendra après. *"Cela fait trente-cinq ans que la France présente un budget en déficit"*, a lâché, presque résigné, le chef de l'Etat.

Celui qui parlait sans cesse du niveau de l'euro avant la crise a de nouveau accepté que le sujet ne soit pas traité, alors que la devise européenne frise 1,50 dollar. *"Ce n'est pas un sujet que l'on traite à vingt, sans les banquiers centraux"*, tranche un conseiller du président.

L'appétit pour les grandes réunions s'émousse. M. Sarkozy, qui se vante à juste titre d'avoir initié le G20, a demandé une réunion des dirigeants de la planète pour débloquer la négociation climatique de Copenhague de décembre. Sans susciter jusqu'à présent d'enthousiasme. Et pour l'heure, il doit surtout justifier l'introduction de la taxe carbone en France, très contestée, et dont il a dû répéter que le produit de cette taxe serait rendu aux Français *"au centime d'euro près"*.